

Des politiciens de gauche rejoignent les supporters sportifs dans leur référendum contre l'Etat policier

SUISSE Hooliganisme

LAURENT AUBERT

■ Des personnalités de gauche vont soutenir le référendum sur la loi contre la violence dans les stades. Pour autant, elles ne pensent pas faire le jeu des casseurs.

Les choses sont encore floues mais la cause est entendue. Depuis vendredi, le référendum est lancé contre la loi réprimant la violence dans les stades. Des supporters des clubs de football de Saint-Gall, de Berne et de Zurich, ainsi que du hockey-club Ambri, notamment, sont en train de s'organiser pour la récolte des signatures. Supporter actif du FC Saint-Gall, porte-parole du comité provisoire, Ruben Schönenberger juge ces mesures exagérées: «Elles violent les droits fondamentaux en re-

posant sur le soupçon et en imposant aux personnes de prouver leur innocence.» Le jeune Saint-Gallois, qui s'engage également contre la violence dans les stades, ajoute que même si la composition définitive du comité n'est pas encore arrêtée, plusieurs personnalités politiques ont été pressenties pour en faire partie. Parmi elles, la Vaudoise Marianne Huguenin.

La conseillère nationale popiste confirme qu'elle a été contactée durant les fêtes de Pâques par l'avocate qui défend les fans bâlois embarqués par la police zurichoise en décembre dernier. Une affaire exemplaire, selon elle, des dérives auxquelles la législation votée par le Parlement en mars pourrait conduire. Ce jour-là, 427 supporters avaient été arrêtés à leur descente du train. Finalement, 81 avaient été mis hors de cause alors que 24 étaient réellement connus des services de police.



Marianne Huguenin,
conseillère nationale.
(CHRIS BLASER)

Régime d'exception

«Cette loi institue un régime d'exception, estime Marianne Huguenin. Sur simple dénonciation d'un policier, d'un agent de sécurité ou du personnel d'un club sportif, une personne peut se retrouver fichée, interdite de stade ou de déplacement à l'étranger, convoquée au poste de police voire gardée à vue.» La popiste juge qu'un signe extrêmement grave est donné ainsi à la jeunesse puisque les mesures sont applicables en partie dès 12 ans et totalement dès 15 ans. «Ceci pour lutter contre 200 à 300 hooligans.»

Marianne Huguenin ne craint pas d'être assimilée à ces mê-

mes supporters violents: «Les clubs de fans ont exprimé des positions similaires à celles de la gauche durant la procédure de consultation.» Elle juge «très intéressant» que des fans dépassent leurs rivalités pour lancer un référendum. «C'est un acte civique et formateur. Les gens violents ne recourent pas aux outils démocratiques.»

Du côté des partis qui s'étaient opposés à la loi réprimant la violence dans les stades, les positions ne sont pas encore arrêtées. Le comité directeur du Parti socialiste a mis le thème à son ordre du jour pour vendredi. Le porte-parole Jean-Yves Gentil n'exclut pas que des membres ou des sections cantonales soutiennent le référendum. Chez les Verts, les instances devraient aussi trancher prochainement. Le secrétaire Hubert Zurkinden rappelle que le parti s'était fermement opposé tant en consultation qu'au Parlement.